

UNION DES COMORES

PROJET CONJOINT BIT/PNUD/ONUDI/FAO POUR LE FOND DE CONSOLIDATION DE LA PAIX

Domaine d'intervention: Reconstruction et consolidation de la paix à travers l'emploi des jeunes et des femmes aux Comores

TITRE DU PROJET :

Appui à la pérennisation de la paix par la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes aux Comores (APROJEC)

Partenaires de mise en oeuvre: FAO, ONUDI, PNUD, La Vice-présidence en charge des Finances, du Budget et de l'Entreprenariat Féminin, le Ministère de l'Economie chargé de l'emploi, du travail et du genre, les institutions de microfinance

1. Analyse de la situation de l'emploi des jeunes aux Comores

La population comorienne est jeune avec une moyenne d'âge de 24 ans pour l'ensemble des habitants. Sur le marché du travail, le taux d'offre de travail ou le taux d'activité est faible pour 50%, dont 32% pour les femmes, ce qui est considéré comme un niveau relativement bas comparé aux ratios des pays de la sous-région¹. Le taux de chômage est estimé aux Comores à plus de 14,3% (11,9% pour les hommes et 18,5% pour les femmes) et le phénomène est généralisé car il n'y a pas de différence majeure entre le chômage urbain (17%) et le chômage rural (13,2%). L'on souligne aussi que la sous-occupation est estimée à 50% dans le pays.

La situation des jeunes sur le marché de l'emploi aux Comores est extrêmement précaire. Le taux de chômage des moins de 25 ans atteint 44,5% (42,4% pour les hommes et 46,1% pour les femmes) est au moins quatre fois plus élevé que celui des adultes de 30-49 ans ; en effet, presque la moitié des jeunes comoriens sont frappés par le chômage et le sous-emploi.

Les jeunes sont privés de la capacité de réaliser leur potentiel productif et sont souvent contraints de travailler dans le secteur informel caractérisé par des revenus bas ou irréguliers, de mauvaises conditions de travail et l'inexistence de la protection sociale. Cette situation est la résultante de la crise de l'emploi en raison des effets de la crise financière mondiale et des crises internes répétées.

En effet, la faiblesse du secteur formel, la faible productivité des activités agricoles et le tarissement des investissements étrangers conjugués à la faiblesse des infrastructures (télécommunication, transport, énergie), au climat d'insécurité, d'instabilité institutionnelle et politique sont autant de facteurs qui ont sensiblement réduit les opportunités d'emplois pour les jeunes aux Comores. Le déficit du système d'enseignement et de formation professionnelle et l'inefficacité des structures d'encadrement ou d'orientation des jeunes ne leur permettent pas d'acquérir des qualifications et compétences professionnelles susceptibles de leur garantir l'accès au marché du travail. Tout cela pose la problématique de l'emploi des jeunes.

Eu égard à la faible capacité de l'économie nationale à générer des emplois formels, les actions tendant à promouvoir l'emploi en faveur des jeunes doivent allier 3 aspects fondamentaux, à savoir :

- (i) la mise sur pied des stratégies visant à promouvoir la création d'emplois dans le secteur formel et à éliminer les obstacles à l'accès des jeunes à ces emplois,
- (ii) l'appui par la formation professionnelle visant à doter les jeunes des capacités nécessaires pour devenir compétitifs sur le marché du travail,
- (iii) l'amélioration des conditions de travail, des revenus et de la productivité des activités des jeunes dans l'économie informelle.

Ainsi se dégage une situation alarmante de vulnérabilité des jeunes et des femmes aux Comores ; ces groupes éprouvant plus de difficultés à trouver un emploi sur le marché du travail et à bénéficier de revenus leur permettant de vivre de façon décente.

¹ 88% pour le cas de Madagascar pour les 15-64 ans

2. Justification du Projet

2.1. Les effets globaux de la crise comorienne

A l'heure actuelle, la situation des jeunes et femmes comoriens (qualifiés ou non) est particulièrement préoccupante. Tenant compte du dysfonctionnement du système scolaire, du manque de perspectives professionnelles et/ou de possibilités de formation ou d'apprentissage des métiers, la plupart d'entre eux sont susceptibles de manipulation politique.

La facilité avec laquelle ils sont mobilisés pour toutes sortes de démonstrations dans les rues et l'augmentation des crimes de droit commun dans cette société qui en est épargnée en temps normal, représentent des symptômes d'un malaise plus profond et d'un ébranlement social potentiel.

De plus la crise politico-militaire et institutionnelle caractérisée par dix ans de crise séparatiste a abouti au résultat alarmant qui fait que les jeunes comoriens, restent dans la grande majorité sans emplois. Ce qui peut provoquer un danger majeur dans l'avenir et ramener à une augmentation de criminalité, du banditisme, de délinquance, vol, violence..., dans le pays et constituer ainsi les sources principales de frustrations, de tensions et de conflits.

Le chômage des jeunes est donc non seulement un problème socio-économique mais aussi un problème politique et sécuritaire, constituant un obstacle majeur à la paix et à la stabilité.

La réduction du chômage représente un facteur vital pour la consolidation d'une paix durable. L'insertion et la réinsertion de ces jeunes dans la vie active socioéconomique au niveau locale ou rural contribuera à atténuer les tensions sociales.

Cependant, Les Comores ont plus que jamais besoin d'un accompagnement multiforme de la coopération internationale pour consolider les divers acquis de la réconciliation nationale et améliorer rapidement les conditions de vie de la population en général et de ces jeunes en particulier afin de ne pas retomber dans la situation de marasme qui avait conduit le pays au bord de l'implosion.

La collaboration entre le gouvernement, les partenaires sociaux et la société civile renforcera la pratique démocratique et participera à la réduction des tensions par l'existence dans la sphère sociale d'une entité fédérant les jeunes sans discrimination, leur permettant de reconstruire un meilleur avenir dans la paix et la réconciliation. Ainsi, cette stratégie donne lieu à un rapprochement entre les questions de sécurité, de développement et d'aide à la promotion de l'emploi des jeunes.

2.2. Les réponses apportées au niveau national

L'Union des Comores se trouve actuellement à un tournant décisif de son histoire car la stabilité politique ainsi retrouvée donne aux citoyens comoriens le droit de réclamer les « bénéfices de la paix » dont ils ont été privés depuis de nombreuses années. Pour un pays engagé dans une transition post-conflit, avec un coût humain très élevé, les défis à relever sont énormes.

C'est dans ce cadre que le gouvernement comorien a validé en décembre 2008, un Plan prioritaire pour la consolidation de la paix aux Comores, suivi en septembre 2009 de la validation d'un nouveau document stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSCR) qui mettent en évidence les priorités du Gouvernement à court et à moyen terme.

Les principales réformes socio-économiques envisagées dans ces deux documents portent sur :

- les besoins fondamentaux non satisfaits ;
- la détérioration des facteurs de production (travail et capital);
- la restauration de la paix et de la cohésion sociale ;
- la culture d'impunité renforçant la corruption, l'injustice et l'exclusion ;
- le faible accès aux services sociaux de base et;
- le manque d'emploi décent et manque de capital qui figurent en bonne place dans la perception que les populations ont de la pauvreté.

Il est donc évident que l'ère post-conflit ouvre de meilleures perspectives de développement pour l'Union des Comores mais on ne doit pas perdre de vue qu'au cours de cette même période, les attentes justifiées de la population comorienne, composée en grande partie des jeunes et des femmes vont de plus en plus s'exprimer.

L'analyse participative de la déstabilisation et de l'appauvrissement par des crises multiple, entreprise dans le cadre du plan prioritaire pour la consolidation de la paix, a mis en évidence des niveaux très élevés de vulnérabilité, d'exclusion et d'insécurité aux Comores. Le document reconnaît que « L'un des défis auquel le gouvernement doit faire face est l'adoption des politiques qui permettront à l'économie d'absorber les jeunes qui arrivent sur le marché du travail. »

Par ailleurs, dans le souci d'aider le pays à se doter d'un cadre stratégique visant à mieux répondre aux priorités nationales, le Système des Nations Unies aux Comores a défini de concert avec ses partenaires nationaux un Plan-cadre des Nations Unies pour la Coopération au Développement (UNDAF) dont le but est de contribuer de façon synergique et harmonisée à lutter contre la pauvreté, en visant particulièrement les groupes vulnérables, à travers la promotion des droits humains, de l'équité de genre et du développement durable, en axant l'effort sur l'amélioration de l'emploi, en particulier celui des jeunes.

En effet, les jeunes sont d'importants partenaires pour l'édification de la paix et devront contribuer non seulement à pérenniser le dialogue mais aussi conduire celui-ci autour du processus de retour à la normalisation de la paix aux Comores.

Le défi majeur aujourd'hui est de transformer la jeunesse comorienne fortement déstabilisée et appauvrie par la crise financière mondiale et les conflits multiples à la fois en levier de développement local et en vecteur de paix et de justice sociale.

Cette transformation doit s'effectuer par le biais des initiatives de promotion de l'emploi reposant sur les axes prioritaires d'intervention identifiés dans le DSCR, le cadre national de la politique de l'emploi et le Programme pays pour le travail décent (PPTD).

En effet, le Pacte Mondial pour l'Emploi, auquel les Comores ont adhéré, place l'emploi au centre des stratégies et programmes de développement. Par rapport au contexte et aux situations décrites ci-dessus, les 4 aspects fondamentaux assignés à l'action nationale visant à promouvoir l'emploi des jeunes reposent sur l'employabilité, l'égalité des chances, l'esprit d'entreprise et la création d'emplois. Il s'agit d'inscrire l'action dans une dynamique se basant sur une politique active du marché du travail ciblant particulièrement les jeunes ; c'est ce qui permet au BIT d'apporter son expertise et son appui à travers ce projet.

3. Démarche du Projet

3.1. Orientation globale

Le projet va améliorer l'accès des jeunes et des femmes à l'emploi décent et productif par l'acquisition de qualifications et de compétences en vue de faire face aux nouvelles situations créées par les effets de la crise financière mondiale et les conflits internes et de s'inscrire dans une dynamique de développement.

Le projet ambitionne aussi d'offrir particulièrement aux jeunes impliqués de manière directe et indirecte (jeunes à risque, ex-combattants) aux crises comoriennes une alternative concrète et durable, à travers l'emploi, pour lutter contre l'oisiveté et le chômage qui sont considérés sur le terrain comme le terreau structurel des conflits successifs aux Comores.

Le projet procurera ainsi les connaissances de base et les qualifications professionnelles nécessaires à leur intégration sociale, appuiera les initiatives d'accès à l'emploi et à l'auto-emploi. Dans ce cadre, le projet et ses impacts participeront à la reconstruction d'un environnement favorable à la réduction de la pauvreté, à une paix durable et à la justice sociale.

3.2. Groupes-cible

Les bénéficiaires directs ciblés par le projet sont les jeunes (hommes et femmes) âgés de 15 à 35 ans (qui représentent 35% de la population), de toutes les conditions sociales et situés sur l'ensemble du territoire de l'Union des Comores, et plus particulièrement sur l'île de la Grande Comores, d'Anjouan et de Mohéli. Le projet ciblera 1000 jeunes, les femmes représentant au minimum 50% des bénéficiaires directs du projet.

Les jeunes sont généralement : (i) des victimes du dysfonctionnement du marché du travail exprimant des besoins de formation/apprentissage, d'aide à l'insertion/réinsertion, d'accès à l'emploi décent, (ii) des ex-combattants/ex-FGA moins de 35 ans et des personnes à risque qui, à travers le manque d'opportunités d'emploi, deviennent des cibles faciles pour des promoteurs de tensions et de conflits. Ces jeunes ont généralement débuté de manière prématurée leur vie adulte sans éducation de base ni qualification qui leur permettent de prendre leur avenir en main et de devenir des acteurs dynamiques dans leur communauté.

Le projet s'adresse également à plusieurs autres bénéficiaires, notamment, (i) le gouvernement et les partenaires sociaux, (ii) les populations les plus démunies des communes et des quartiers bénéficiaires.

3.3. Objectifs visés et résultats attendus

L'objectif principal du projet est de contribuer à l'intégration des jeunes et des femmes dans la vie socio-économique en vue de renforcer la justice sociale et la paix nationale aux Comores.

Le Projet cherche à promouvoir l'emploi des jeunes et des femmes dans des secteurs spécifiques, et notamment dans les secteurs: l'Agriculture et développement rural, Infrastructures, les Services, l'artisanat et l'environnement.

Ainsi, à travers ces secteurs spécifiques, le projet aura pour objectifs spécifiques de :

- (i) Appuyer à la mise en place des structures de gestion et d'encadrement de l'emploi

- (ii) Renforcer l'employabilité des jeunes par l'apprentissage et les stages de qualification intégrant une forte composante de notions de citoyenneté responsable
- (iii) Développer l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes et faciliter leur accès au crédit
- (iiii) Promouvoir l'emploi urbain et rural pour un développement local valorisant l'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) notamment HIMO communale basée surtout sur les métiers de l'environnement ou emplois verts.

3.4. Principaux résultats attendus et activités à réaliser

Le projet s'inscrit dans la droite ligne des ripostes préconisées par le Plan prioritaire pour la consolidation de la paix aux Comores et le Pacte Mondial pour l'Emploi dans la mesure où ils contribueront à un développement qui crée davantage une consolidation de la paix, d'emplois et d'entreprises durables, respecte les droits des travailleurs, favorise l'égalité entre hommes et femmes, protège les personnes vulnérables et devrait permettre aux Comores de réaliser les objectifs du Millénaire pour le Développement.

Le cadre logique ci-dessous détaille en effet les résultats attendus, les activités à réaliser, les indicateurs de performance exigés et les principaux facteurs dont il faut tenir compte pour la mise en œuvre et la réussite du projet.

3.5. Durée du projet

L'APROJEC est un projet glissant. Sa durée indicative est de deux (2) ans (2010-2011) dans sa première phase. Toutefois, une mobilisation de ressources pour une seconde phase peut être envisagée si les évaluations à mi parcours sont concluantes.

4. Arrangements de gestion

4.1. Cadre institutionnel de mise en œuvre du projet

Un comité d'orientation et de suivi (COS) sera mis en place pour le pilotage et la supervision de la mise en œuvre du projet. Les mandants tripartites feront partie du COS, sans exclure la possibilité d'associer les autres acteurs locaux de promotion de l'emploi. Les partenaires techniques et financiers du Système des Nations Unies qui sont concernés par le projet participeront aussi aux travaux du COS.

Une cellule d'appui sera mise en place pour l'exécution du projet et sera assurée par une équipe composée de :

1. D'un Conseiller Technique du Projet (CTP)
2. De deux chargés de programme (CP) comme experts nationaux
3. D'un Assistant au Projet (AP)
4. D'un Assistant Administratif et Financier
5. D'un Chauffeur

La cellule d'appui coordonne les activités de mise en œuvre du projet afin d'assurer le développement correct et dans les délais de toutes les activités prévues. La cellule d'appui est l'interlocuteur des administrations de l'Union et des îles.

5. Suivi et évaluation

Le Plan du Travail approuvé par les partenaires impliqués dans la gestion de la Mise en Œuvre du Projet sera l'outil principal pour l'évaluation de ses activités ainsi que les progrès réalisés selon une périodicité bien déterminée

Plan de gestion et de suivi-évaluation

Gestion des activités	But	Contenu	Fréquence
Plan de mise en œuvre	Élaborer un plan d'activités et de ressources pour les deux années du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Revue des paramètres du projet ✓ Plan de gestion détaillé ✓ Manuels opérationnels et documents d'orientations du programme ✓ plan d'action pour la campagne de sensibilisation, ✓ Appréciation des conditions critiques ✓ Liste des indicateurs qui serviront à la mesure de l'atteinte des résultats ✓ Budget prévisionnel révisé 	Au maximum, deux mois après le début du projet; mise à jour au cours de la 2 ^{ème} année.
Journal des risques	Fournir une archive d'information sur les risques, leur analyse, les contre-mesures et leur statut	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Brève description du risque ✓ Type de risque ✓ Commentaires (sur impact, probabilité, proximité et contre-mesure(s)) ✓ Qui est désigné pour surveiller le risque ✓ Qui a signalé le risque ✓ Date de la dernière mise à jour ✓ État actuel 	Toujours quand un risque se présente.
Journal des problèmes	Saisir et suivre la situation de tous les problèmes du projet dès leur apparition.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Brève description du problème ✓ Type de problème de projet (une demande de changement, un problème général tel qu'une question, une déclaration ou une préoccupation) ✓ Qui a signalé le problème ✓ Date de la dernière mise à jour ✓ État actuel 	Toujours quand un problème se présente
Plan de travail annuel	Planifier les activités annuelles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plan de mise en œuvre révisé et sommaire des activités prévues ✓ Chronogramme d'activités annuelles. 	Au début du projet à la soumission du rapport annuel
Rencontre du Comité technique de pilotage	<ul style="list-style-type: none"> • Faire le bilan du projet • Assurer la collaboration des partenaires à la mise en œuvre des activités du projet. 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Analyse et approbation du plan de mise en œuvre. ✓ Analyse et bilan des plans de travail de l'année ✓ Approbation du nouveau plan de travail annuel révisé. ✓ Recommandations en vue d'optimiser les effets du projet. 	Au moins une fois par semestre
Rapports trimestriels	Faire le bilan des activités trimestrielles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Rapports financiers. 	Trimestriel
Rapport annuel	Faire état de l'avancement du projet au Comité de pilotage et ajuster le plan de mise en œuvre et le budget.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Plan de mise en œuvre mis à jour ✓ Budget global révisé ✓ État d'avancement du Projet APROJEC 	À la fin de chaque année
Rapport à mi-parcours	Faire le bilan des activités sur la base du plan de travail annuel.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Progrès réalisés ✓ Leçons tirées. ✓ Rapports financiers. 	A mi-parcours du programme
Rapport final	Faire état de la livraison des extrants et de l'atteinte des résultats au terme du projet.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Sommaire des activités. ✓ Durabilité des effets ✓ Pérennité des institutions et cadres opérationnels mis en place ✓ Leçons à tirer du projet 	À la fin du projet
Rapports techniques	Rendre compte des missions des experts ponctuels	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Détails et résultats de la mission, calendrier et budget 	À la fin de chaque mission

6. Analyse des risques et hypothèses

6.1. Contraintes et Risques Endogènes

6.1.1. Contraintes et Risques Politiques

La bonne Gouvernance politique, notamment la consolidation de la paix sur l'ensemble du territoire national constitue la condition indispensable pour la réussite de la mise en œuvre du Programme étant donné que la sécurité (physique et juridique) constitue la condition principale de la réussite d'un processus d'insertion économique et sociale par l'emploi.

6.1.2. Contraintes et Risques Economiques

La consolidation de la stabilité du cadre macroéconomique constitue une autre condition nécessaire pour la réussite de la mise en œuvre du Projet. Le retour des investisseurs et la croissance économique constituent également un autre facteur indispensable pouvant permettre aux Jeunes d'accéder à des activités économiques rentables.

6.1.3. Contraintes et Risques liés au Processus Participatif

La capacité institutionnelle des Ministères de Coordination du Projet (Ministère de l'économie, de l'Emploi, du Travail et du Commerce Extérieur, chargé des Relations avec les Parlements), l'expertise et l'organisation des structures des Jeunes ou des partenaires impliqués dans la mise en œuvre du Projet sont également des conditions nécessaires pour la réussite du Projet. L'absence d'un processus participatif cohérent, la faible implication, la démotivation ou le désintéressement des différents partenaires dans la gestion du Projet constitueront un handicap sérieux pour la réussite de sa mise en œuvre.

6.1.4. Contraintes et Risques liés à l'Insuffisance des Indicateurs Observables Vérifiables

Un bon suivi et une évaluation régulière des actions menées et à mener, grâce à la fiabilité et à la disponibilité des indicateurs observables et vérifiables garantiront le succès de la mise en œuvre du Projet.

6.2. Contraintes et Risques Exogènes

En complément aux ressources nationales consacrées au Projet, la capacité du Projet à mobiliser les ressources suffisantes et nécessaires à sa mise en œuvre au niveau des Bailleurs de fonds (partenaires de financement) est une condition déterminante pour sa réussite. L'accueil que les Bailleurs de fonds réserveront au Projet et le degré de mobilisation de ceux-ci, pour le soutien de ce Projet, par des actions multiformes, de partage d'expériences, de partage d'expertise et de savoir faire fourniront au Projet les outils indispensables pour sa réussite notamment une stratégie et des outils de plaidoyer (une stratégie de communication) (intégrer une stratégie et des outils de plaidoyer : stratégie de communication).

Stratégie de communication du projet APROJEC

Objectifs de la stratégie de communication

Information	Sensibiliser la société comorienne quant à l'importance de réaliser un tel projet, susciter son intérêt et mobiliser les parties concernées et autres acteurs susceptibles d'être intéressés par les questions de l'emploi des jeunes.
Communication interne	Assurer une coordination pour gérer le processus de manière efficace et efficiente
Communication externe	Tirer profit et échanger les leçons apprises tout au long du processus de l'Emploi-jeunes avec d'autres pays francophones ayant finalisé ou qui sont en train de réaliser un projet Emploi-Jeunes

Groupes cibles et principaux messages

	Groupes cibles	Outils de communication	Principaux messages	Fréquence
Information	Population	Radio Télévisions locales et nationale Journaux imprimés Affiche et dépliant	Existence du projet, sa finalité, personnes responsables, organismes impliqués, invitation à participer au processus	Démarrage du Projet
Communication interne de gestion	PF	Courrier, Téléphone, Courrier électronique	Gestion quotidienne du projet	Quotidienne
	CI	Courriel électronique	Documents techniques, rapports	Suivi continu tout au long du processus du projet Emploi-Jeunes
	Consultants Nationaux	Courriel, Téléphone, Rencontres	Transmission des TDR Communication étroite avec les PF pour la supervision des rapports techniques	À déterminer au début de chaque phase en fonction du mandat du consultant
			Invitation à participer aux ateliers thématiques et de priorisation	À déterminer au début de chaque phase selon le calendrier des ateliers
			Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet
	Comité de Pilotage	Courriel, Téléphone, Courrier postal	Transmission de documents de gestion	Démarrage du projet
			Courrier postal	Transmission de rapports de phase, procès verbaux des réunions du CP Budget et rapports financiers
		Courriel, Téléphone, Courrier postal	Invitation à participer aux ateliers de priorisation	À déterminer au début de chaque phase selon le calendrier des ateliers
			Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet
	Comités régionaux	Courriel, Téléphone, Courrier postal	Transmission des documents de gestion	Démarrage du projet
			Courrier postal	Transmission des rapports de phase, procès verbaux des réunions du CP
		Courriel, Téléphone, Courrier postal	Invitation à participer aux ateliers thématiques et de priorisation	Lors des ateliers thématiques et de priorisation
			Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet
	Direction Nationale de l'Emploi	Courriel, Téléphone, Courrier postal	Désignation de représentants pour participer aux ateliers thématiques	Au début des phases qui requièrent une participation des parties concernées

	Groupes cibles	Outils de communication	Principaux messages	Fréquence
		Courrier postal	Transmission des documents de gestion, rapports de phase, procès verbaux des réunions du CP Budget et rapports financiers	Suivi continu tout au long du processus du projet
		Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet	Une fois par trimestre
	BIT et agences partenaires (PNUD/FAO/O NUDI)	Courriel, Téléphone, Courrier postal	Transmission des documents de gestion, rapports sur l'état d'avancement du projet, procès verbaux des réunions du CP	Suivi continu tout au long de la mise en œuvre du projet
		Lettre - Courrier postal	Budget et rapports financiers	Fin de chaque phase
		Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet	Une fois par phase
Communication externe	Parties concernées : Ministères, ONGs, Associations communautaires	Dépliant et affiches	Existence du projet, sa finalité, personnes responsables, organismes impliqués	Démarrage du projet
		Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet	Une fois par phase
		Lettre - Courrier postal	Demande de désignation de représentants pour participer aux ateliers thématiques et de priorisation	Au début des phases qui requièrent une participation des parties concernées
		Lettre - Courrier postal	Invitation à participer aux ateliers thématiques et de priorisation	Au début des phases qui requièrent une participation des parties concernées
		Lettre - Courrier postal	Invitation à participer à l'atelier final médiatisé	En fin de projet
	Bailleurs de fonds	Dépliant, affiche, Lettre - Courrier postal	Existence du projet, sa finalité, personnes responsables, organismes impliqués	Démarrage du projet
		Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet	Une fois par phase
		Lettre - Courrier postal	Invitation à participer à l'atelier final médiatisé	Fin de projet
	Médias	Communiqués, articles, interviews, reportage	Publicité pour faire connaître le projet	À déterminer tout au long du processus
		Bulletin de nouvelles	Nouvelles brèves sur le déroulement du projet	Une fois par phase
	Autres pays engagés dans le même processus	Courriel	Prise de contact et vérification de l'intérêt	Démarrage de projet
		Courriel	Échange d'expériences et de leçons apprises	Tout au long de la mise en œuvre du projet

Une Liste d'adresses électroniques et d'adresses postales et un Calendrier de communication seront élaborés par l'équipe de gestion

7. CADRE LOGIQUE

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<p>Objectif global de consolidation de la paix : Contribuer à l'intégration des jeunes dans la vie socio-économique en vue de renforcer la justice sociale et la paix.</p>	<p>Nombre de candidats inscrits à APROJEC ; Nombre de jeunes formés ; Nombres d'emplois créés</p>	<p>Les rapports d'activités des agences d'exécution des structures d'accueil publiques et privées ou de la société civile. Les contrats de prestation avec les structures d'accueil. Les protocoles signés avec les différents partenaires. Les rapports de suivi trimestriels et annuels des Comités. La Revue à mi-parcours. Le rapport d'évaluation de fin de programme</p>	<p>Des ressources disponibles pour la mise en œuvre de APROJEC. Engagement au niveau national de toutes les parties prenantes, et prise en compte de l'emploi dans les politiques et stratégies de développement en cours, notamment dans le DSCR. Adhésion de l'ensemble des partenaires à APROJEC. Bonne coordination des actions. Suivi rapproché et rigoureux des activités. Adoption de mesures incitatives (fiscales, appui institutionnel, exonérations) Renforcement des capacités de l'EFTP. Élaboration et mise en œuvre d'un plan de communication. Bonne collaboration entre les partenaires à APROJEC. Synergie des activités des intervenants. Respect des engagements par les acteurs</p>
<p>Objectif immédiat 1 : Appui à la mise en place des structures de gestion et d'encadrement de l'emploi</p>	<p>Établissement d'un système IMT autonome capable de fournir aux agents publics, aux dirigeants du secteur privé et aux groupes les données nécessaires pour leur permettre de formuler des politiques et des programmes tendant à accroître les possibilités d'emploi pour les jeunes gens et les jeunes femmes</p>	<p>Rapports d'activités des agences d'exécution des structures d'accueil publiques et privées ou de la société civile</p>	<p>Environnement stable. Les institutions sont dotées d'un personnel suffisamment qualifié et moyens nécessaires</p>
<p>Résultats attendus : Accès des agents publics, des dirigeants du secteur privé et des groupes aux données nécessaires pour formuler des politiques et des programmes de promotion de l'emploi.</p>	<p>- Services fournis. - Nombre d'employeurs et d'employés mis en rapport grâce au système IMT</p>	<p>- Collecte de données sur le marché du travail. - Rapport d'évaluation de fin de programme</p>	<p>Données statistiques disponibles</p>
<p>Activité 1 : Mettre en place le système d'information, conseil, référence et suivi des IMT (cette activité sera réalisée dans DDR)</p>	<p>Nombre de séances de conseil/référence réalisées Nombre de demandeurs d'emploi</p>	<p>✓ Rapports périodique et final de l'agence d'exécution Système d'information,</p>	<p>Les ex-FGA et autres participants au PNDDR (moins de 35 ans) devront être informés, conseillés, et référés aux opportunités de formation/emploi/activité économique</p>

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
	Nombre d'offres d'emploi	conseil, référence et suivi mis-en-place	
Objectifs immédiats 2 : renforcer l'employabilité des jeunes par l'apprentissage et les stages de qualification et de perfectionnement intégrant une forte composante de notions de citoyenneté responsable	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de jeunes ayant reçu des formations en apprentissage - Nombre de jeunes admis en stages de qualification professionnelle - Nombre d'entreprises et autres entités impliquées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports périodiques d'activités du projet - Contrats de prestation avec les structures d'accueil - Rapport d'évaluation de fin de programme 	<ul style="list-style-type: none"> - Facilitation apportée par les appropriées pour la mobilisation des acteurs nationaux - Implication du secteur privé dans la valorisation de l'apprentissage et de stage de qualification - Adaptation des dispositions régissant l'apprentissage dans le code du travail
Résultats attendus : - 250 jeunes sont accueillis en apprentissage et 100 jeunes placés en stage de qualification professionnelle, 50% des bénéficiaires étant des femmes -	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de jeunes femmes bénéficiaires - Jeunes confrontés à l'actualité - Approche critique du monde actuel - Suivi de l'actualité dans les différents médias 	Rapport d'évaluation de fin de programme	S'engager de manière constructive dans son environnement quotidien (centre de formation, maison des quartiers, travail etc.)
<u>Activité 2.1</u> : Définir avec le gouvernement et le secteur privé les filières de formation pour l'apprentissage et la stratégie de placement des jeunes en stage de qualification	Nombre de filière de formation identifié	Rapport d'évaluation de fin de programme	Engagement du gouvernement et du secteur privé dans la réalisation de cette activité
<u>Activité 2.2</u> : Appuyer les structures partenaires dans l'élaboration des programmes de formation et de stage et dans la mise en place des dispositifs d'accueil	Nombre de programmes mis en place	Rapport d'évaluation de fin de programme	Tenir compte du programme de formation professionnelle du ministère de l'enseignement supérieur et PASEC
<u>Activité 2.3</u> : Organiser la formation vocationnelle et en gestion (cette activité sera réalisée dans DDR)	Nombre de participants ayant besoin et voulant une formation/ès à la formation choisie dans une filière porteuse sur nombre total des participants ayant besoin et voulant une formation/recyclage	Nombre de participants ayant besoin et voulant une formation/ès à la formation choisie dans une filière porteuse sur nombre total des participants ayant besoin et voulant une formation/recyclage	Les opportunités de formation vocationnelle dans les filières et secteurs porteurs ne sont pas nécessairement en place. La formation en gestion est essentielle pour le succès des activités génératrices de revenus
<u>Activité 2.4</u> : Appuyer le placement dans un emploi et la création d'une micro et petite entreprise (cette activité sera réalisée dans DDR)	Nombre de participants effectivement placés dans des emplois créés et/ou existants Nombre de business plans	Rapports périodiques et final des agences d'exécution	Les opportunités de placement doivent être identifiées et saisies; de même pour la création des petites entreprises

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
	élaborés avec l'appui du système		
<u>Activité 2.5</u> : Promouvoir le développement des Petits Métiers Faisables (PMF) conduisant à l'auto-emploi des jeunes et des femmes (PNUD, RFD,IMOD) (projet soumis au secrétariat du FCP par la partie nationale)	Nombre d'emplois créés par secteur à travers les PMF	Rapports périodiques d'activités du projet Rapport d'évaluation de fin de programme Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi)	Identifier les secteurs potentiels d'emploi des PMF
Objectifs immédiats 3: Développer l'entrepreneuriat des jeunes et faciliter l'accès des jeunes au crédit	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de jeunes formés en création d'entreprise - Nombre de jeunes formés en gestion d'entreprise - Nombre de plans d'affaires montés - Nombre de projets financés - Volume de crédit et de garantie mobilisés - Taux de remboursement de crédit - Nombre d'emplois créés - Degré de fonctionnement du réseau de jeunes créateurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports périodiques d'activités du projet - Contrats de partenariat avec les structures d'appui et les institutions de crédit - Rapport d'évaluation de fin de programme 	<ul style="list-style-type: none"> - Engagement des structures d'appui et des institutions de crédit aux activités du projet - Disponibilité du fonds de garantie pour les projets des jeunes - Amélioration progressive de l'environnement des affaires dans le pays - Amélioration des conditions de vie de la population et du marché intérieur - Meilleur respect des engagements par les acteurs
Résultats attendus : 500 jeunes formés à l'esprit d'entreprise, 300 plans d'affaires élaborés, 200 projets financés et suivis, 40% des bénéficiaires étant des femmes	<ul style="list-style-type: none"> % des jeunes formés sur l'esprit d'entreprise % des plans d'affaires élaborés % des projets financés et suivis % des femmes bénéficiaires d'une formation à l'esprit de l'entreprise % plans d'affaires élaborés par des femmes % projets financés pour les femmes 	<ul style="list-style-type: none"> Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapports périodiques d'activités du projet Contrats de partenariat avec les structures d'appui et les institutions de crédit Rapport d'évaluation de fin de programme 	Mettre en place un réseau de partenariat stratégique pour la formation de création d'entreprises
<u>Activité 3.1</u> : Former des structures partenaires dans la méthodologie de création de micro et petites entreprises	Nombre de structures partenaires formées dans la méthodologie de création	Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des	Mettre en place un réseau de partenariat stratégique pour la formation de création d'entreprises

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
	d'entreprises	IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapport d'évaluation de fin de programme	
<u>Activité 3.2</u> : Organiser avec des structures partenaires des séances d'information et formation à l'entrepreneuriat en faveur des jeunes	Nombre de séminaires, séances d'information/formation à l'entrepreneuriat en faveur des jeunes	Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapports périodiques d'activités du projet	Privilégier les sortants de l'Université et ceux qui sont en phase de transition
<u>Activité 3.3</u> : Etablir des partenariats avec les institutions de crédit bancaire et des micro-finances et assurer le financement des projets des jeunes par ces institutions de crédit	Nombre de conventions entre les partenaires du projet et les institutions de crédit bancaire	Rapports périodiques d'activités du projet Rapport d'évaluation de fin de programme	Ces types de conventions visent à faciliter les jeunes pour l'accès au crédit
<u>Activité 3.4</u> : Faciliter l'accès au microcrédit/financement aux porteurs des micro-projets (cette activité sera réalisée dans DDR)	Nombre de participants ayant obtenu un microcrédit/financement sur nombre total des participants ayant besoin d'un microcrédit /financement	Rapports périodiques et final des agences d'exécution/institutions de financement concernées Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi)	L'accès au crédit est important pour l'achat des intrants et le démarrage en général des activités génératrices de revenus
<u>Activité 3.7</u> : Opérationnaliser un fonds de garantie auprès des institutions de crédit et assurer le suivi des projets financés	Fonds de garantie mis à la disposition des institutions de crédit pour financer les projets des jeunes	Conventions entre les partenaires du projet et les institutions de crédit	La Vice-présidence en charge des finances doit être un partenaire clé pour l'opérationnalisation de ce fonds auprès des institutions bancaires
<u>Activité 3.9</u> : Appuyer la création d'un réseau des jeunes créateurs d'entreprises	Nombre de réseau des jeunes créateurs d'entreprises mis en place	Rapports périodiques et final des agences d'exécution/institutions de financement concernées Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi)	Accorder à la jeunesse comorienne la place qui lui revient pour qu'elle puisse mettre son dynamisme et ces capacités au service du développement.

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<p>Objectifs immédiats 4: promouvoir l'emploi urbain et rural pour un développement local valorisant l'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) (les activités permettant d'atteindre cet objectif seront exécutées par les projets du PNUD en cours : OCB, GDT, GDéchet, Projet Catastrophe, adaptation et changement climatique) Le PNUD, à travers le Programme de Micro-Finance (PMF) et le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), financera les projets communautaires générateurs de revenus ayant un lien avec la protection de l'environnement (Ecotourisme, pêche rentable et durable, reboisement, production agricole...etc),</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'emplois locaux, réservés aux chômeurs, personnes sous-employées et femmes - Nombre d'emplois verts créé par secteur - Nombre d'infrastructures réalisées - Nombre de responsables de communes et de quartiers sensibilisés à l'approche HIMO et formés à la gestion et l'exécution des travaux d'entretien courant 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports périodiques d'activités du projet - Contrats de partenariat avec les communes et les quartiers d'intervention pour les métiers de l'environnement - Contrats de prestation avec les micros et petites entreprises en BTP et les bureaux d'études - Rapport d'évaluation de fin de programme 	<ul style="list-style-type: none"> - Budgétisation par les communes et quartiers bénéficiaires du coût de l'entretien courant ou prise en charge de l'entretien courant par des associations d'usagers - Existence de plans locaux de développement - Priorisation du recrutement des chômeurs, des femmes et des personnes non qualifiées sur les chantiers d'infrastructures et dans les métiers de l'environnement
<p>Résultats attendus : Résultat 4.1 : Création de l'équivalent de 150 emplois permanents, majoritairement réservés aux populations locales et les plus démunies</p>	% des emplois permanents créés	<p>Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi)</p> <p>Rapport de fin projet</p>	Stimuler la mise en place rapide du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire)
<p>Activité 4.1.1 : Informer l'ensemble des décideurs et acteurs sur l'approche HIMO par rapport à la création d'emploi et identifier les zones d'intervention</p>	<p>Nombre de séminaires, ateliers tenus pour la sensibilisation de l'approche HIMO</p> <p>Nombre de personnes bénéficiées la formation en HIMO par secteur d'activité</p>	<p>Rapports périodiques d'activités du projet</p> <p>Rapport de fin projet</p>	Cibler, de manière stricte, des personnes du secteur des infrastructures et aménagement du territoire et de l'environnement pour la formation en HIMO
<p>Activité 4.1.2 : Sensibiliser les populations locales en vue d'identifier les personnes les plus démunies et intéressées par les emplois offerts</p>	Liste des personnes identifiées	<p>Rapports périodiques d'activités du projet</p> <p>Rapport de fin projet</p>	
<p>Résultat 4.2 : Des chantiers écoles de construction et de réhabilitation durable sont exécutés, en régie avec les populations des communes et des quartiers ciblés</p>	<p>Nombre de chantiers écoles exécuté par commune et par village/quartier</p>	<p>Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi)</p> <p>Rapport de fin projet</p>	<p>Encourager les personnes les plus vulnérables pour l'exécution des chantiers écoles</p> <p>Mener une campagne de sensibilisation de HIMO à travers les préfectures et Communes</p>

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
<u>Activité 4.2.1</u> : Mettre en place les micros et petites entreprises de BTP et les bureaux d'études aux techniques HIMO pour des programmes d'infrastructures urbaines et rurales	Nombre de bureau d'études formés aux techniques HIMO Nombre de PME de BTP mise en place	Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapport de fin projet	Faire une formation spéciale pour le ministère en charge des infrastructures et aménagement du territoire en HIMO infrastructure et HIMO route
<u>Activité 4.2.2</u> : Exécuter les travaux d'infrastructures en régie (activités-pilote) dans les communes et les quartiers pour la création d'emplois	Nombre d'infrastructures exécutés par commune/quartier Nombre d'emploi créés par commune/quartier	Rapports périodiques d'activités du projet Rapport d'évaluation de fin de programme	Impliquer les cadres du ministère en charge des infrastructures dans l'exécution des travaux d'infrastructures
<u>Activité 4.2.3</u> : Initier les responsables des communes et les associations de quartiers pour le suivi des travaux et la maintenance en vue de la prise en charge des infrastructures construites et pour leur développement	Nombre responsables des communes et associations villageoises ou de quartiers pour le suivi des travaux et la maintenance	Rapports périodiques d'activités du projet Rapport d'évaluation de fin de projet	
<u>Résultat 4.3</u> Une gamme d'emplois décents potentiel pour le pays est définie et vulgarisée sur la base des plans d'action de renforcement de capacité de gestion multisectorielle de l'environnement et de la biodiversité a travers des chantiers écoles	Nombre d'emploi créés à travers les projets communautaires générateurs de revenus ayant un lien avec la protection de l'environnement (Ecotourisme, pêche rentable et durable, reboisement, production agricole...etc)	Rapports périodiques d'activités du projet Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapport d'évaluation de fin de projet	Identification des secteurs prioritaires et potentiels d'emplois durables
<u>Activité 4.3.1</u> : identifier les secteurs prioritaires et les AGRs potentielles des secteurs (dans le cadre des projets PNUD : OCB, GDT, SGP, GDéchet, adaptation et changement climatique)	Nombre de secteurs prioritaires identifiés	Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapport d'évaluation de fin de projet	Tenir compte des études réalisées par OCB, GDT, SGP, Gestion Déchets
<u>Activité 4.3.2</u> : Aménager une zone d'activités dans les secteurs de la menuiserie/soudure, mécanique auto, électrotechnique et autres artisans (PNUD, Ministère de l'Industrie, UCCIA, ONUDI, Adaptation et changement climatique)	Nombre de garages auto, d'ateliers de production (menuiserie, soudure et autres artisans) aménagés dans une zone d'activité	Arrêté ministériel portant Aménagement d'une zone d'activités à Moroni	Faire une étude préalable pour connaître le nombre de garages et ateliers de production
<u>Activité 4.3.3</u> : élaborer la gamme des emplois requis par les secteurs potentiels pour les	Nombre d'emplois porteurs pour les éco-gardes	Rapport du centre d'information, de conseil,	Mettre l'accent sur le niveau de la rentabilité des emplois verts nouvellement créés

Objectifs	Indicateurs objectivement vérifiables	Moyens de vérification	Principales hypothèses
gestionnaires des aires protégées (les éco-gardes communautaires) (dans le cadre des projets PNUD en cours: OCB, GDT)		d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapport d'évaluation de fin de projet	
Activité 4.3.4: Déterminer des emplois verts requis pour les groupes affectés par la réglementation au niveau des aires protégées (projets PNUD en cours : OCB, GDT)	Nombre d'emplois socialement acceptables par les bénéficiaires	Rapport du centre d'information, de conseil, d'orientation et de suivi des IMT (Observatoire sur l'emploi) Rapport d'évaluation de fin de projet	Mettre l'accent sur l'acceptabilité sociale et le niveau de la rentabilité des emplois verts nouvellement créés
<u>Activité 4.3.5</u> : former les groupes dans le cadre d'exécution des chantiers écoles (OCB, GDT, SGP, GDéchet, adaptation et changement climatique)	Nombre de groupe formé pour l'exécution des chantiers écoles	Rapport d'évaluation de fin de projet	Opérationnalisation des groupes
<u>Activité 4.3.6</u> : Former des jeunes de grandes agglomérations (Moroni, Mitsamilouli, Fombouni, Mustamudu et Fomoboni) et la région de Hamanvou (site décharge contrôlée) sur les techniques de valorisation des déchets (projet PNUD en cours : Gestion Déchets)	Nombre de jeunes formés	Enquêtes, rapport Rapport d'évaluation de fin de projet	Etablir une liste des jeunes à former par région
<u>Activité 4.3.7</u> : Appuyer la mise en place du Jardin botanique national (UDC, Commune de Djoumoichongo, les projets PNUD en cours : GDT, OCB, SGP)	Nombre des jeunes formés et opérationnels sur les techniques de plantation, d'entretien et aménagement anti-érosif	Enquêtes, rapport Rapport d'évaluation	Engagement des partenaires et disponibilité de la commune

8. Chronogramme des activités

T= trimestre, qui équivaut à 3 mois

DE : Janvier 2010 À : Décembre 2011		CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES								ORGANISME DE MISE EN ŒUVRE
OBJECTIFS IMMEDIATS 1 : Appui à la mise en place des structures de gestion et d'encadrement de l'emploi		2010				2011				
Résultat attendu	Activité	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
<u>Résultat attendu 1.1</u> - Accès des agents publics, des dirigeants du secteur privé et des groupes aux données nécessaires pour formuler des politiques et des programmes de promotion de l'emploi.	<u>Activité 1.1</u> Activité 1 : Mettre en place le système d'information, conseil, référence et suivi des IMT (cette activité sera réalisée dans DDR)									Ministère de l'Economie chargé de l'emploi, du travail et du genre, CGP, Ministères sectoriels – Gouvernorat d'Anjouan/CCIA, BIT
OBJECTIFS IMMEDIATS 2: Renforcer l'employabilité des jeunes par l'apprentissage et les stages de qualification intégrant une forte composante de notions de citoyenneté responsable										
<u>Résultats 2 :</u> 250 jeunes sont accueillis en formation ciblées, sur base des secteurs porteurs et 100 jeunes placés en stage de qualification professionnelle, 50% des bénéficiaires étant des femmes	<u>Activité 2.1</u> : Définir avec le gouvernement et le secteur privé les filières de formation pour l'apprentissage et la stratégie de placement des jeunes en stage de qualification									BIT, PNUD, FAO, Ministère de l'Economie chargé de l'emploi, du travail et du genre, je la Vice Présidence en charge du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Energie, de l'Eau, de l'Industrie de l'Artisanat
	<u>Activité 2.2</u> : Appuyer les structures partenaires dans l'élaboration des programmes de formation et de stage et dans la mise en place des dispositifs d'accueil									BIT, PNUD, FAO, Ministère de l'Economie chargé de l'emploi, du travail et du genre, la Vice Présidence en charge du Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture, de la Pêche, de l'Energie, de l'Eau, de l'Industrie de l'Artisanat
	<u>Activité 2.3</u> : Organiser la formation vocationnelle et en gestion (cette activité sera réalisée dans DDR)									Ministères sectoriels – Gouvernorat d'Anjouan/CCIA, BIT/PNUD
	<u>Activité 2.4</u> : Appuyer le placement dans un emploi et la création d'une micro et petite entreprise (cette activité sera réalisée dans DDR)									
	<u>Activité 2.5</u> : Promouvoir le développement des Petits Métiers Faisables (PMF) conduisant à l'auto-emploi des jeunes et des femmes) (projet soumis au secrétariat du FCP par la partie nationale)									Ministères sectoriels, PNUD, RFD,IMOD

OBJECTIFS IMMEDIATS 3: Développer l'entrepreneuriat des jeunes et faciliter l'accès des jeunes au crédit									
<u>Résultats 3. :</u> 500 jeunes formés à l'esprit d'entreprise, 300 plans d'affaires élaborés, 200 projets financés et suivis, 40% des bénéficiaires étant des femmes	<u>Activité 3.1 :</u> Former des structures partenaires dans la méthodologie de création de micro et petites entreprises								ONUDI, La Vice-présidence en charge des Finances, du Budget et de l'Entrepreneuriat Féminin, CCIA et autres partenaires nationaux
	<u>Activité 3.2 :</u> Organiser avec des structures partenaires des séances d'information et formation à l'entrepreneuriat en faveur des jeunes selon les modules TRIE, CLE, CREE et GREME								BIT, ONUDI, OPACO, UCCIA, autres partenaires nationaux
	<u>Activité 3.3 :</u> Etablir des partenariats avec les institutions de crédit bancaire et de micro finance et le secteur privé à travers notamment un système d'incubateur de projets d'investissements								BIT, ONUDI, UCCIA, Vice-présidence en charge des Finances
	<u>Activité 3.4 :</u> Faciliter l'accès au microcrédit/financement aux porteurs des micro-projets (cette activité sera réalisée dans DDR)								BIT, PNUD, ONUDI, institutions de micro finances et bancaire, Ministères sectoriels – Gouvernorat d'Anjouan/CCIA,

DE : Janvier 2010 À : Décembre 2011		CHRONOGRAMME DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES								ORGANISME DE MISE EN OEUVRE
OBJECTIFS IMMEDIATS 3: Développer l'entrepreneuriat des jeunes et faciliter l'accès des jeunes au crédit		2010				2011				
Résultat attendu	Activité	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	
	Activité 3.5 : Opérationnaliser un fonds de garantie auprès des institutions de crédit et assurer le suivi des projets financés									BIT, La Vice-présidence en charge des Finances, du Budget et de l'Entreprenariat Féminin, institution de micro finances
	Activité 3.6 : Appuyer la création d'un réseau des jeunes créateurs d'entreprises.									BIT, ONUDI, FAO, Chambres de commerce
OBJECTIFS IMMEDIATS 4: promouvoir l'emploi urbain et rural pour un développement local valorisant l'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO) (les activités permettant d'atteindre cet objectif seront exécutées par les projets PNUD en cours : OCB, GDT, GDéchet, Projet Catastrophe, adaptation et changement climatique)										
Résultat 4.1 : Création de l'équivalent de 150 emplois permanents, majoritairement réservées aux populations locales et les plus démunies	Activité 4.1.1 : Informer l'ensemble des décideurs et acteurs sur l'approche HIMO par rapport à la création d'emploi et identifier les zones d'intervention									BIT, PNUD, Fonds d'Appui au Développement Communautaire
	Activité 4.1.2 : Sensibiliser les populations locales pour les objectifs de l'action et identifier les personnes les plus démunies et intéressées par les emplois offerts									BIT, PNUD, Fonds d'Appui au Développement Communautaire
Résultat 4.2 : Des chantiers écoles de construction et de réhabilitation durable sont exécutés, en régie avec les populations des communes et des quartiers ciblés	Activité 4.2.1 : Mettre en place les micros et petites entreprises de BTP et les bureaux d'études aux techniques HIMO pour des programmes d'infrastructures urbaines et rurales									BIT ; PNUD, Fonds d'Appui au Développement Communautaire
	Activité 4.2.2 : Exécuter les travaux d'infrastructures en régie (activités-pilote) dans les communes et les quartiers pour la création d'emplois									BIT, PNUD, Fonds d'Appui au Développement Communautaire
	Activité 4.2.3 : Initier les responsables des communes et les associations de quartiers pour le suivi des travaux et la maintenance en vue de la prise en charge des infrastructures construites et pour leur développement									BIT, PNUD, Fonds d'Appui au Développement Communautaire
	Activité 4.3.1 : identifier les secteurs prioritaires et les AGRs potentielles									BIT, OCB, GDT, SGP, GDéchet, adaptation et changement climatique)

<p>Résultat 4.3 Une gamme d'emploi décent potentiel pour le pays est défini et vulgarisé sur la base des plans d'action de renforcement de capacité de gestion multisectorielle de l'environnement et de la biodiversité à travers des chantiers écoles</p>	des secteurs								Ministères sectoriels
	<u>Activité 4.3.2</u> : Aménager une zone d'activités dans les secteurs de la menuiserie/soudure, mécanique auto, électrotechnique et autres artisans								PNUD/Adaptation et changement climatique, Ministère de l'Industrie, UCCIA, ONUDI
	<u>Activité 4.3.3</u> : élaborer la gamme des emplois requis par les secteurs potentiels pour les gestionnaires des aires protégées (les éco-gardes communautaires)								FAO, Projets PNUD en cours (OCB, GDT, SGP), Ministères sectoriels
	<u>Activité 4.3.4</u> : Déterminer des emplois verts requis pour les groupes affectés par la réglementation au niveau des aires protégées								FAO, Projets PNUD en cours (OCB, GDT, SGP), Ministères sectoriels
	<u>Activité 4.3.5</u> : former les groupes dans le cadre d'exécution des chantiers écoles								FAO, Projets PNUD en cours (OCB, GDT, SGP, G.Déchet, adaptation et changement climatique), Ministères sectoriels
	<u>Activité 4.3.6</u> : Former des jeunes de grandes agglomérations (Moroni, Mitsamilouli, Fombouni, Mustamudu et Fomoboni) et la région de Hamanvou (site décharge contrôlée) sur les techniques de valorisation des déchets								BIT, Projet Gestion Déchets, Ministères sectoriels
	<u>Activité 4.3.7</u> : Appuyer la mise en place du Jardin botanique national								BIT, UDC, Commune de Djoumoichongo, Projets PNUD en cours : GDT, OCB, SGP
SUIVI, EVALUATION									BIT, PNUD , La Vice-présidence en charge des Finances, du Budget et de l'Entreprenariat Féminin, Ministère de l'Economie chargé de l'emploi, du travail et du genre

9. Budget du projet

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Provisions, produits, équipement et transport	43,614 USD
2. Personnel (personnel, consultants et voyage)	238,508 USD
3. Formation des partenaires	359,945 USD
4. Contrats	256,594 USD
5. Autres coûts directs	35,918 USD
Sous-Total Coûts du Programme	934, 579 USD
Frais de gestion*	65,421 USD
TOTAL	1, 000,000 USD